

maintien du Conseil pendant le reste de l'année. Voilà pourquoi je n'entends pas en dire plus, afin d'être conciliant.

• (9.40 p.m.)

M. Peters: Je suis bien disposé à l'égard des deux postes, mais je ne m'aventurerai pas à appuyer ni l'un ni l'autre. Même s'il reste un peu d'argent de l'an dernier, il ne me semble pas qu'on puisse l'affecter à des fins précises. Je trouve que l'établissement d'un conseil de standardisation est souhaitable, mais je crois que le ministre devrait mieux préciser ce qu'il compte faire. Je veux voir ce conseil s'orienter dans une voie bien définie. Je suis sûr que le député de Trois-Rivières convient que ce conseil devrait être orienté vers le commerce international. Cela exigera à tout le moins un compromis entre le système métrique et les normes dont nous nous servons pour nos échanges commerciaux. Nous aurons peut-être assez d'argent pour finir l'année, mais je crois que l'argument avancé par le député de Wellington reviendra sur le tapis l'an prochain. Il veut sans doute une déclaration quant à l'objet de ce poste. Je crois qu'il n'en demande pas plus.

L'hon. M. Pepin: Je ne voulais pas amorcer de discussion à ce sujet parce que cela me semblait une tempête dans un verre d'eau. Le député de Wellington m'a prié de m'interrompre, j'ai obtempéré à sa demande en disant que j'y reviendrais lorsque la mesure serait présentée. Personne n'en souffre à quelque point de vue que ce soit. J'aurais préféré conserver le poste, mais mon honorable ami de l'autre côté, ardent défenseur du Trésor public, estime qu'il faut le radier. Je ne m'en plains pas et je propose donc, dans l'esprit de l'Avent et dans l'intérêt de l'accélération des travaux, d'adopter la recommandation.

M. Gleave: Peut-être pourrais-je ravoir ces \$36,000 pour la graine de colza.

[Français]

M. Mongrain: Monsieur le président, mon collègue, l'honorable député de Timiskaming (M. Peters), a mentionné mon nom à quelques reprises et, pour une autre fois, je serai d'accord avec lui. Je ne verrais pas d'un bon œil que cet article ne soit plus compris dans ce poste, surtout si nous n'avions pas la certitude que cela ne nuirait en rien à ce bureau des standards, qui prévoirait la transformation de notre système de mesures, quant à l'adoption éventuelle du système décimal.

A l'instar du député de Timiskaming, je suis un de ceux qui sont convaincus que nous sommes même un peu en retard ici, quant à

[L'hon. M. Pepin.]

l'adoption du système décimal. L'Angleterre a établi une commission qui a étudié le problème et qui a décidé que le système décimal, ou le système métrique, si l'on veut, serait appliqué pendant un certain nombre d'années; c'est un processus qui exige sept ou huit ans. La France l'a adopté depuis longtemps de même que presque tous les pays d'Europe. L'Australie l'a adopté dernièrement. Les États-Unis ont aussi créé une commission qui est en train d'étudier le problème, et on nous dit qu'elle se prépare à faire rapport et à recommander que ce système soit adopté.

Cela veut dire que nous, au Canada, nous serons obligés de suivre, mais, pour que nous puissions suivre, il faut absolument qu'un organisme quelconque établisse un *modus vivendi*, un programme qui permette d'adopter le système décimal pendant un certain nombre d'années et selon des méthodes préparées d'avance. Alors, il faut qu'on donne à cet organisme, et, étant donné les circonstances, je me réfère à ce qu'indiquait le ministre tantôt, un budget minimum pour qu'il puisse commencer ses études et être prêt à faire rapport éventuellement.

Je répète que nous sommes en retard et le ministre a déclaré qu'il préférerait que cet article soit compris dans ce poste. S'il le préfère, c'est justement parce qu'il a prévu l'établissement d'une législation qui doit être étudiée par une commission compétente.

J'ai eu l'avantage de recevoir du ministre une documentation très lumineuse, à ce sujet-là, et je crois que la Chambre ne devrait pas réduire cet article, parce qu'il s'agira là de quelque chose d'assez considérable dans la modernisation de notre système de mesures et, aussi, dans la conjugaison de notre système de mesures avec les systèmes adoptés par les pays européens, par la plupart des pays du Commonwealth, y compris l'Australie et, bientôt, par les États-Unis.

Alors, il me semble qu'on devrait laisser au ministre les sommes qu'il a prévues et je ne pense pas, étant donné ce montant si peu considérable, qu'il y ait véritablement matière à scandale ou à gaspillage. C'est plutôt prévoir ce qui doit se produire que de donner à cette commission le moyen de faire rapport au gouvernement, dans le plus bref délai possible, et lui suggérer les mesures à prendre pour que le système décimal soit appliqué. Alors, j'appuie la suggestion de mon ami, le député de Timiskaming, et je crois que la Chambre devrait aussi l'appuyer.

[Traduction]

M. Hales: J'espérais que nous adopterions ces crédits ce soir et je ne veux pas en retarder l'adoption. Cependant, un principe est en